

PAUL WATSON
Los Angeles Times

Témoignage de guerre

Le sac n° 4 avait vers le haut une fenêtre rectangulaire en plastique à travers laquelle j'ai pu voir la tête d'un enfant un peu tournée sur la droite, bouche entrouverte. Je ne sais pourquoi, quand j'ai vu le corps de ce jeune Kosovar albanais gisant à même le sol de la morgue, j'ai pensé à un voyageur de l'espace en hibernation attendant de se réveiller dans un nouveau monde. Ses lèvres étaient collées à la fenêtre qui semblait embuée, comme s'il respirait encore. J'ai imaginé son esprit parti au loin, emporté par un rêve. Mais ses yeux étaient figés, noirs, carbonisés par l'enfer qui avait ravagé le terrain vague où des centaines de réfugiés étaient parqués au moment du bombardement par l'Otan du village de Korisa, le 14 mai.

Louis Jammes,
Enfant mort,
Sarajevo, 1994,
Courtesy Galerie
du Jour.

Vivre dans la peur

J'avais vécu avec la peur, j'avais vu tant de cadavres semblables à celui là depuis des semaines, que là, pendant quelques secondes, j'ai absolument voulu qu'il soit vivant, qu'il continue à respirer assez longtemps pour connaître la fin d'une guerre encore plus absurde que sa mort. En tant que seul journaliste nord américain resté au Kosovo pendant presque toute la durée des 78 jours de frappes aériennes de l'OTAN, j'ai vécu une guerre tripartite dont, comme dans la plupart des conflits, la vérité fut la première victime. La guerre terminée, au lieu de me réjouir, comme je l'imaginai, d'avoir survécu je me sentais encore plus vide. Une bonne partie des réponses dont j'avais tant besoin – au nom de la justice et pour mon équilibre psychique – étaient voilées par les brumes de la guerre. Je ne voyais pas de héros.

L'OTAN a présenté sa guerre aérienne dévastatrice contre la Yougoslavie comme une « intervention humanitaire », une bataille historique entre le bien et le mal pour mettre fin au nettoyage ethnique et ramener les Albanais du Kosovo dans leurs foyers. Mais, vue de l'intérieur du Kosovo, l'image était rarement aussi claire et nette. On avait plutôt l'impression de voir le plombier, venu pour réparer une fuite, inonder la maison. Parmi la majorité albanaise du Kosovo, beaucoup se disaient prêts à subir les représailles serbes si l'OTAN bombardait, dans la mesure où l'alliance terminait le travail.

Quelques heures seulement avant la première explosion qui frappa Pristina, capitale de la province, vers 20 heures le 24 mars, un proche conseiller d'Ibrahim Rugova, qui fut le plus respecté des représentants albanais du Kosovo, parla des menaces serbes de mutilations et autres représailles en disant que ce n'étaient peut-être que de la propagande. De toute façon, il était persuadé que cela n'inquiétait pas ceux qui pourraient en souffrir. « Maintenant ils sentent que le moment de leur libération est tout proche », m'a dit Xhemail Mustafa, porte-parole de Rugova. « Ils savent qu'il y a un prix à payer pour leur liberté ». Et ils l'ont payé. Le Tribunal pénal international pour les crimes en ex-Yougoslavie relève sept massacres présumés dans l'acte d'inculpation de Slobodan Milosevic et de quatre de ses hauts dirigeants civils et militaires. Sur ces sept massacres, six auraient eu lieu après le début des bombardements de l'OTAN. Que ces déportations massives d'Albanais du Kosovo et les atrocités commises contre eux après le début des bombardements aient été planifiées ou non, Milosevic a choisi avec soin sa première cible. Il a commencé par expulser les journalistes étrangers, probablement pour se débarrasser de tout témoin.

J'ai quitté le Kosovo à bord d'une Land Rover blindée dans une colonne de journalistes expulsés qui a passé la frontière macédonienne la nuit du 25 mars. Le lendemain matin, profitant des messages contradictoires des autorités concernant les périodes de validité de ces expulsions je suis retourné seul au Kosovo. Les quelques confrères au courant de ce que je faisais m'ont traité de fou. Ma femme savait qu'il fallait que j'y retourne. Donc je suis parti. Seul un psychiatre pourrait comprendre vraiment pourquoi je me sentais obligé de retourner offrir aux Serbes une cible facile pour se venger des occidentaux. Chacun a ses fantômes. Je voulais savoir ce qui se passait au Kosovo, même si l'expérience m'a appris que regarder la guerre de près ne veut pas nécessairement dire en connaître la vérité. À force de couvrir des guerres et des soulèvements dans des pays tels que la Somalie, le Rwanda, l'Afghanistan, l'Irak et l'Indonésie, j'ai inventé une sorte de *mantra* de guerre qui m'aide à ne pas céder à la panique : « Ta peur, c'est ce qu'ils veulent. Ne leur fais pas ce cadeau. » Je me suis souvent répété ces mots au Kosovo pendant les alertes, les tirs, les bombardements et face au regard froid des morts.

La première fois que j'ai vu une scène d'assassinat collectif au Kosovo, c'était le 15 janvier (plus de deux mois avant le début des bombardements) dans le village de Racak. Parmi les 40 cadavres, il y avait celui d'un garçon de 12 ans. La plupart des corps n'avaient apparemment que des blessures à la tête, ce qui laisse penser qu'il s'agissait d'exécutions. C'est le premier des massacres pour lesquels Milosevic sera accusé de crimes de guerre. Quelques jours plus tard j'ai découvert un rescapé caché avec des dizaines d'autres dans une grotte. Cet homme en colère m'a dit avoir renoncé à attendre que l'OTAN mette ses menaces de bombardements à exécution. Ayant vu ses parents et voisins morts à Racak, j'ai pensé qu'il avait raison de mépriser l'OTAN de n'être pas intervenue plus tôt. Le massacre de Racak a renforcé les États-Unis dans leur volonté d'intervention. Mais lorsque les raids ont commencé je me suis mis à en douter. Le garçon dans le sac n° 4 faisait partie des 400 Albanais du Kosovo que les Serbes avaient autorisés à camper pour la nuit à leur retour, après un mois passé à se cacher dans la forêt. Vers minuit, alors que de nombreux réfugiés dormaient sur de la paille, sur de fins matelas jetés sur des remorques de tracteurs, ou par terre, plusieurs bombes à guidage laser tombèrent en plein sur le camp. Il y eut plus de 80 morts. Les explosions détruisirent certains des tracteurs et des remorques des réfugiés, et le brasier était si intense qu'un grand nombre de villageois affamés et terrifiés fut réduit en un amas de cendres grisâtres et de morceaux carbonisés. J'ai vu des dizaines d'autres victimes dans la petite morgue de Prizren, presque

toutes découvertes et allongées sur le dos. Il y avait là plusieurs enfants atrocement brûlés et percés d'éclats d'obus. La puanteur m'a soulevé le cœur.

Plus tard l'OTAN a dit avoir bombardé un centre de commandement à Korisa et ajouté la formule consacrée pour déplorer les victimes civiles. Comme à son habitude lors des réunions de presse au quartier général de l'OTAN à Bruxelles, Jamie Shea le porte-parole de l'alliance, a rejeté la responsabilité sur les Serbes. Cette fois, il a insisté sur le fait que les Serbes avaient utilisé les Albanais comme bouclier humain. Même au Kosovo je ne pouvais éviter le son de la voix de Jamie Shea à la télévision par satellite. Elle me revenait dans des moments étranges, niant les informations que je savais véridiques, insistant sur d'autres que je savais fausses [...].

Les bombardements ont remplacé les stéréotypes par une réalité plus déconcertante : j'avais constamment peur de mon propre pays et de ses alliés et je doutais de plus en plus de leurs prétentions à occuper le terrain moral. Peu importe que les bombes et les pilotes soient de votre pays quand il fait nuit et qu'au-dessus de votre lit grondent des avions de combat, quand vous êtes tendu dans l'attente du hurlement soudain qui signifie l'imminence de l'explosion et sa proximité. Sous les bombardements incessants de routes, ponts et bâtiments civils, on ne peut pas savoir quand on est en sécurité, parce qu'on ne l'est jamais. La peur est là tout le temps. Les bombardements peuvent provoquer la rage, et puisqu'on ne peut pas atteindre ceux qui lâchent leurs bombes de 5 000 mètres d'altitude il faut trouver d'autres manières de l'exprimer. La mienne c'était de me plonger dans le travail, échapatoire qui ne faisait de mal à personne. Mais d'autres, avec peut-être déjà la haine au cœur, ont choisi la vengeance et incendié, violé ou assassiné. Dès que l'OTAN a ajouté une guerre aérienne à la guerre civile, les Serbes s'en sont pris à une cible plus proche et sans défense : ces mêmes Albanais que l'OTAN venait sauver. Au début il n'y a pas eu d'exode précipité dans les quartiers albanais de Pristina, même si les escadrons de la mort serbes ont aussitôt essayé d'en provoquer. Cinq policiers serbes ont fait savoir que nul n'était en sécurité en s'emparant du Kosovar albanais Bairam Kelmendi, éminent avocat des droits de l'homme âgé de 62 ans et de ses deux fils âgés de 16 et 31 ans, et en les exécutant tous les trois. Après avoir essayé sans succès de faire exploser la maison des Kelmendi avec une bombe placée sous son seuil, la police a traîné l'avocat et ses fils hors de la maison peu avant 1 h du matin le 25 mars, quelques heures seulement après le début des bombardements. Puis ils les ont assassinés et ont jeté les corps sur le bord de la route à Kosovo Polje, une banlieue de Pristina. Hekibe, la veuve de Bairam

Kelmendi, elle-même avocate réputée, sait qu'il n'y a pas d'accusation possible sans preuves, alors, s'exprimant deux jours plus tard dans une salle remplie d'environ vingt femmes endeuillées, elle a fait cet accablant témoignage : elle a vu les visages des criminels et les reconnaît certainement si elle vivait assez longtemps pour les revoir. Ils l'avaient déjà provoquée en passant devant la maison dans la voiture volée à son fils. La nuit de l'enlèvement, alors qu'elle gisait face contre terre, un pistolet de police pointé sur la tête, Hebike entendit l'un des Serbes demander par radio s'il fallait l'embarquer elle aussi. « Laisse-la », répondit la voix du talkie-walkie. « On n'a pas besoin d'elle ».

Quelques jours plus tard, la campagne de terreur prit un tour encore plus sinistre dans ce qui fut sans doute pour moi le moment le plus douloureux de cette guerre. De ma chambre d'hôtel au quatrième étage, j'ai entendu la voix d'un homme qui criait en bas dans la rue. Par ma fenêtre j'ai vu des milliers de gens conduits de force par les troupes yougoslaves à travers la ville vers la gare où, entassés dans des wagons, ils ont été déportés en Macédoine. J'ai dévalé les étages à toute vitesse et je suis sorti de l'hôtel. Je me suis arrêté, pétrifié, devant une longue colonne d'Albanais qui passaient silencieusement par rangées d'une quinzaine de personnes. Ils étaient peut-être 7 000 en tout. Le premier à qui j'ai adressé la parole, un homme accompagné de sa femme et deux enfants, m'a dit dans un anglais approximatif que la police leur avait ordonné de partir. Un crime se commettait sous mes yeux et je ne pouvais rien faire pour l'empêcher.

Incursions dans Pristina

[...] Je faisais chaque jour des incursions dans les quartiers albanais, regardant parfois par-dessus mon épaule pour vérifier que je n'étais pas suivi. Dès que j'entendais parler l'albanais je me sentais en sécurité parce que quiconque m'entendrait parler anglais serait tout de suite mon ami. Mais je ne prenais jamais deux fois le même itinéraire, ce qui me fit faire une grosse erreur. Un jour, j'ai cru être au milieu d'Albanais et en fait j'étais parmi les Serbes. Quand un groupe de jeunes gens qui traînait dans une rue saccagée me demanda qui j'étais, je répondis par le mot albanais qui veut dire journaliste. « De quel pays êtes-vous ? » demanda l'un des jeunes gens en anglais alors que je m'approchais. En voyant son air mauvais, je compris que je m'étais planté. « Canada, » répondis-je en continuant mon chemin. « Qu'est-ce que tu fais

ici ? » reprit-il plus agressivement. « Je regarde », dis-je en dépassant le groupe. « Alors je vais venir te descendre cette nuit », cria-t-il derrière moi. Instinctivement, je me raidis en prévision de la main qui pouvait s'abattre sur mon épaule. Il y avait des hommes armés, beaucoup en uniforme, certains non, dans toutes les rues avoisinantes. Je continuai à marcher, comptant les secondes qui me séparaient de mon hôtel, priant pour qu'il ne se passe rien. Il ne se passa rien. J'ai été arrêté trois fois pendant la guerre mais toujours relâché avec des excuses quand le policier avait téléphoné à un supérieur, ce qui veut dire qu'en haut lieu, les autorités connaissaient ma présence au Kosovo et la toléraient. La tension se relâcha pour moi à Pristina quand la guerre s'installa dans une sorte de routine. Cela signifiait, entre autres choses, que je pouvais manger au restaurant de l'hôtel, où la soupe de poulet et la salade de chou préparée par les cuisiniers étaient délicieuses. Très rapidement nous avons à nouveau mangé des tomates fraîches avec du fromage, des fraises sauvages et parfois une banane. Au même moment, des milliers d'Albanais réfugiés dans les bois et les montagnes survivaient en ne mangeant que du pain noir frit dans l'huile. L'éclairage nocturne a aussi fait sa réapparition. Jusqu'au milieu de la guerre à peu près, les autorités coupaient l'électricité dès le crépuscule. Ensuite, quelqu'un s'est avisé qu'il était plus intelligent de laisser les lumières allumées parce que cela risquait d'égarer les pilotes disposant d'équipements de vision nocturne hyper-perfectionnés.

Les adieux d'une famille

De même que les Américains au Vietnam, où les guérilleros vivaient dans les villages parmi les paysans dont rien, apparemment ne les distinguait, les forces de sécurité serbes voyaient dans presque tout Albanais, armé ou non, un ennemi. Pendant les dernières heures précédant le début des bombardements, les villageois du territoire tenu par la guérilla, des amis, mon interprète et sa famille m'avaient tous demandé où ils pourraient aller se réfugier et si je pouvais les faire sortir. Pendant que les forces serbes avançaient dans la vallée de Drenica, lieu de naissance de l'Armée de libération du Kosovo et où les Serbes pillaient et incendiaient des villages depuis plus d'un an, des milliers de réfugiés passaient en territoire contrôlé par le gouvernement. Les Kosovars albanais, comme à leur habitude, disaient adieu à leurs femmes et à leurs enfants et restaient sur place. Certains appartenaient à l'UCK, d'autres craignaient que la police serbe croie qu'ils en faisaient par-

tie et les exécute quand ils passeraient la ligne de front. Le 21 mars, j'ai aidé une famille albanaise à partir au moment où les forces serbes progressaient dans la région de Drenica, volant au passage téléviseurs, magnétoscopes et tout ce qui leur tombait sous la main avant d'incendier les maisons. L'une des femmes qui monta avec moi dans la Land Rover blindée du *Times* avait deux jeunes enfants blessés quelques mois plus tôt lors de l'attaque au mortier de leur village par les Serbes. Cette femme et son mari étaient amis avec un journaliste britannique, Julius Strauss, qui les avait aidés à plusieurs reprises dans le passé. J'ai regardé les femmes embrasser leurs hommes et charger quelques sacs en plastique de vêtements et de nourriture à l'arrière de la Land Rover en essuyant leurs larmes. Presque trois mois plus tard, après la reddition de Milosevic et la fin des bombardements de l'OTAN, Strauss m'a dit qu'il avait retrouvé cette famille dans un camp de réfugiés, en Macédoine. Mais, des hommes que j'avais vu nous saluer de la main dans mon rétroviseur, aucune nouvelle. Les femmes supposent qu'ils sont morts.

Émotionnellement brisé

[...] J'ai pu me rendre dans toutes les villes principales du Kosovo au moins une fois, plusieurs fois dans certaines, et j'y ai vu un tableau beaucoup plus complexe que celui que brossaient les réfugiés fuyant vers la frontière. Il semblait souvent y avoir un lien direct entre les attaques de l'UCK et de l'OTAN et les représailles serbes contre des Albanais innocents. Dans des villes comme Djakoviça au sud-ouest du Kosovo, les rues vides se remplissaient de monde, avec le temps, puis se vidaient à nouveau dès que les bombardements de l'OTAN s'intensifiaient et que la rage des Serbes commençait à déborder. La guerre était presque terminée quand l'armée yougoslave finit par installer un bureau de contrôle des médias à Pristina, mais même après, il était toujours facile de passer les postes de contrôle sans escorte. Ce n'est pourtant qu'après le retrait des forces serbes devant la progression de l'OTAN que j'ai pu voir de près ce que l'OTAN et le tribunal pour les crimes de guerre des Nations Unies à La Haye ont appelé un charnier. Mais le temps que j'atteigne le village lointain de Izbica, dans la région détruite de Drenica, le 16 juin, les corps avaient été exhumés et emportés ailleurs. D'après les Albanais du village, c'était une tentative des Serbes pour dissimuler leur crime. Après avoir vu pendant des semaines des soldats arpenter les villages en feu, après avoir vu la terreur dans les yeux des réfugiés en fuite, je n'avais aucun mal

à imaginer ce qui avait pu se passer dans les endroits où ni moi ni aucun témoin indépendant ne pouvions nous rendre. Mais les réponses tangibles dont j'avais besoin m'échappaient encore. Il appartiendra aux médecins légistes et aux enquêteurs du tribunal pour les crimes de guerre de déterminer ce qui s'est réellement passé ici. Aucun témoin indépendant n'a vu quoique ce soit. J'ai entendu diverses théories expliquant pourquoi les Serbes m'avaient laissé revenir. Elles émanaient toutes, sauf une, de personnes qui ignoraient totalement comment je me suis débrouillé pour retraverser la frontière. Selon certaines, j'étais un espion serbe, selon d'autres, je payais les Serbes pour avoir l'honneur d'observer leur guerre. La version que je préfère et qui, paraît-il, avait été diffusée par les médias français, affirmait que je n'existais même pas.

[...] Hormis la chance d'avoir échappé de justesse à quelques bombes de l'OTAN ou à la colère de Serbes armés et de *snipers* de l'UCK, l'art de survivre au Kosovo pourrait s'apprendre dans une cour d'école primaire : les petits durs deviennent plus méchants quand on se laisse intimider. J'ai pris la leçon d'un maître en la matière le jour où j'ai été arrêté alors que je parlais avec Adem Demaci, qui fut jusqu'en mars le chef politique de l'UCK et qui à ce titre était profondément détesté par les nationalistes serbes. Prisonnier politique pendant presque 29 ans, Demaci en connaît un bout sur la manière de vivre avec des gardiens serbes en colère, même ceux qui ont cherché à l'ébranler en lui disant qu'on allait bientôt lui flanquer une balle dans la tête. Le 25 mai, alors que nous attendions, dans un poste de commandement militaire situé au sous-sol d'un appartement, que les officiers supérieurs décident de notre sort, Demaci parla politique avec nos deux gardes serbes. Au bout d'un moment ils se lassèrent de se disputer à propos d'une éventuelle indépendance du Kosovo. Le Serbe responsable décida de changer de sujet. « Assez de politique » aboya-t-il à l'intention de Demaci, septuagénaire aux cheveux blancs clairsemés et portant des lunettes à verres très épais. « Parlons sexe ! Dis-moi, Adem, est-ce que le tien marche encore ? » Sans hésiter l'homme que les nationalistes serbes traitaient de terroriste n° 1 du Kosovo assura ses gardes que tout allait bien de ce côté-là. Sauf que sa femme avait dû fuir en Macédoine après avoir assisté à l'enterrement de Bairam Kelmendi et que depuis, ses nuits étaient plutôt solitaires. « Essaye ça » dit le garde, prenant un livre sur une étagère presque vide. Le titre était en anglais. C'était un guide d'auto-massage érotique. Bien sûr, pour la plupart des Kosovars albanais pendant cette guerre, les Serbes armés n'étaient pas toujours aussi drôles. Et comme beaucoup de Serbes, ils vont sûrement vivre

avec les horreurs de ces derniers mois pendant le restant de leurs jours. J'étais émotionnellement brisé quand la guerre a pris fin, et tout autour de moi il y avait des amis ou connaissances albanais que je revoyais pour la première fois depuis des semaines, et des Serbes que je voyais pour la dernière fois jusqu'à Dieu sait quand.

[...] À mesure que l'OTAN avançait au Kosovo et que l'UCK regagnait le terrain perdu dans la bataille, des milliers de civils serbes se joignaient au vaste mouvement d'exode, quittant le Kosovo, la terre pour laquelle ils s'étaient si férocelement battus. L'officier de police du ministère de l'intérieur qui nous avait aidés, Mitic et moi, à trouver Demaci, était parmi eux. J'avais l'habitude de le voir en civil, comme cette fois où il était attablé seul au restaurant de l'hôtel, mangeant une soupe en regardant un petit téléviseur de poche qu'il disait avoir trouvé lors de la prise d'un tunnel creusé par l'UCK. La même semaine, vers la fin de la guerre, je l'avais aussi vu dehors, vêtu de l'uniforme bleu et noir de la police spéciale serbe responsable des plus sales combats contre l'UCK. Il m'avait dit qu'il partait « en mission » contre l'UCK et, à la nuit tombée, il avait grimpé dans un véhicule blindé de transport de personnel qui se dirigeait vers le sud de la ville. Il l'ignorait à ce moment-là, mais à Belgrade, à cinq heures de route vers le nord, au-delà des villages dévastés, des usines et des ponts détruits, Milosevic se préparait à céder aux exigences de l'OTAN. Des policiers, vêtus du même uniforme bleu et noir, avaient effectué la plupart des pillages et des incendies des villages kosovars depuis plus d'un an et ils étaient accusés d'atrocités telles que des exécutions en masse et des viols. Je n'avais aucun moyen de savoir s'il y avait ou non quelque chose de mauvais dans le cœur de cet homme. Chaque fois que je le voyais, j'essayais d'imaginer ce qu'un individu est capable de faire quand il est persuadé que sa cause est juste. Il ne m'a jamais montré qu'amabilité et respect, et je n'ai jamais ressenti le besoin de le haïr ou de le juger. La dernière fois que je l'ai rencontré, à l'entrée du restaurant du Grand Hôtel maintenant bourré de journalistes qui affluaient avec les forces de maintien de la paix de l'OTAN, j'ai même eu pitié de lui, comme j'avais pitié de ses ennemis Kosovars albanais. Politiciens et militaires les ont jetés dans une sale guerre impossible à gagner, et qui sait quels cauchemars hanteront ces fantassins à cause de ça. « Je pars dans trois jours » dit le policier serbe en souriant d'un air penaud tandis que défilaient dans la rue principale, devant l'hôtel, les véhicules blindés du premier contingent de troupes britanniques. « J'ai perdu mon boulot. » « Où irez-vous ? », lui demandai-je. « Je ne sais pas », répondit-il, « quelque part en Serbie. Quelle importance ? »...

Palabres et silences

ENTRETIEN AVEC CLAUDE-ADRIEN DE MUN

Correspondant indépendant de Radio France International en Afrique Centrale

Peut-on établir une typologie des statuts de journaliste et en quoi ces statuts suscitent-ils des dépendances ?

Les quatre grandes agences qui rythment l'information quotidienne dans le monde sont basées aux États-Unis (AP), au Royaume-Uni (Reuters), en France (AFP) et en Chine (Xinhua). Toutes ces agences possèdent des correspondants permanents dans la majorité des pays d'Afrique, pour la plupart des « locaux », de la nationalité du pays qu'ils couvrent, mais de plus en plus, en temps de guerre, des occidentaux, ce qui modifie le rapport à l'information.

Les envoyés spéciaux ne restent en général que quelques jours dans un pays. Dès lors, leur source principale d'information est le correspondant local et quelques autres journalistes. Ils arrivent souvent en groupe pour couvrir un événement ou à l'invitation de telle ou telle partie. Et c'est alors le règne du papier carbone. Chacun recopie les informations sur l'autre, d'où la similarité des reportages rédigés pourtant par des journalistes différents, pour des parutions différentes. Quant aux envoyés spéciaux des télévisions, qui constituent un monde à part, où l'analyse et la réflexion sont rares dans le minimalisme, ils se bornent souvent, forts de leurs budgets, à reconstruire une réalité.

Comment travaille un correspondant en temps de guerre et quelles sont ses sources d'information ?

Le propre d'un correspondant est de travailler dans la durée. C'est lui qui est généralement appelé à faire des comptes rendus pour les radios internationales ou les agences, selon le flux et le reflux de l'actualité. La source majeure d'information reste, pour les correspondants, la presse locale (quand elle existe) ainsi que la radio ou la télévision. Environ huit informations sur dix sont reprises des médias locaux. Il se tisse sur place un réseau d'amitiés, qui influe inévitablement sur sa présentation des faits. Ainsi, les contacts entre les correspondants et le porte-parole de l'armée ou les principales ONG sont quasi quotidiennes.

Les Nations unies pourraient jouer un rôle dans la construction des informations mais n'en ont pas encore élaboré la politique. Certaines agences, en particulier celles qui sont consacrées aux droits de l'homme ou au maintien de la paix, ont des sources d'information inédites grâce au réseau de personnel déployé sur le terrain. Mais elles se conçoivent comme procédant de l'État et ne partagent leurs informations qu'avec ses autorités — attitude fondamentalement absurde car elle conduit à cacher les atteintes aux droits de l'homme commises par un État sur ses citoyens. Dans bien des cas, le refus de donner des informations peut être perçu comme une complicité de ces agences avec les crimes d'État.

Quelle est la liberté du journaliste vis-à-vis du média dans lequel il publie et doit-il se plier à un « *politically correct* » de l'information ?

La majeure partie du travail d'un correspondant est de reformuler des informations divulguées par d'autres journalistes ou médias, d'une manière accessible à son public. Ainsi un journaliste écrira différemment pour le Monde, pour l'Humanité, RTL ou France Culture, quoi que l'information soit identique. La notion de « politiquement correct » est essentiellement fonction de la nature de sa chaîne de production. Plus la chaîne est longue, comme à la télé-

vision, plus le produit est épuré, vidé de sa substance. Plus elle est courte, comme à la radio, plus elle est fidèle à celui qui émet le message. La place accordée aux contenus est également déterminante. Par exemple, dans un journal, le message peut-être relativement long – une ou deux pages. Un article est ainsi moins sujet à transformation, après la correction pratiquée par la rédaction, qu'une dépêche d'agences – de dix à quinze lignes – où une double correction, régionale puis internationale, peut radicalement transformer le contenu du message, par soustraction.

À quelle distance de la guerre, un journaliste peut-il travailler et dans quelle mesure est-il protégé par son agence ?

Dans toutes les guerres, il existe des îlots de paix, dans les capitales et là où sont établis les États majors. Pour « voir » la guerre, il faut donc se déplacer. Or ces déplacements sont risqués. Les routes sont minées, soumises à des embuscades. Certaines agences comme Reuters ou la BBC, refusent tout risque à leur correspondant et leur interdisent généralement de se rendre en personne dans les lieux dangereux. Une journaliste de la BBC, en Angola, a ainsi été menacée de renvois pour avoir emprunté une route soumise à des embuscades. D'autres médias, comme RFI, accordent peu d'importance au risque pris par leurs correspondants. Cela dépend sans doute du prix des assurances.

En solo, le journaliste risque d'être encerclé par les combats et d'être pris pour cible par les deux partis. Mais aller sur le terrain avec une escorte militaire peu également se révéler dangereux. Si par hasard, le journaliste assiste à un massacre de civils, il y a peu de chance qu'il puisse ensuite le raconter !

Que croire en temps de guerre ?

Dans bien des cas, les informations de type militaire sont difficilement vérifiables. Il est courant qu'un chef de guerre, un porte-parole de l'armée ou une ambassade fournisse une information qui se révèle non seulement fausse, mais parfois l'inverse de la réalité.

Il est préférable de taire une information d'ordre militaire ou humanitaire, si elle n'est pas vérifiable, ou si elle peut entraîner la mort d'un groupe de personnes. Une attitude parfois difficile dans la mesure où les médias sont très friands de reportages militaires.

À l'heure où les outils de communication n'ont jamais été aussi rapides et développés, se crée-t-il encore des poches de silence et peut-on les rompre ?

Les techniques de communication – comme le téléphone satellitaire – permettent d'éviter le contrôle des États et de croire l'individu souverain... et pourtant, les poches de silence se sont étendues à tel point qu'ils ont ouvert des trous noirs béants dans notre monde, avec leurs propres étoiles.

Il existe des silences de « parti pris » et des silences par omission. Ainsi la guerre dans les Balkans monopolise depuis des mois les temps d'antennes et les autres conflits sont négligés. Sans parler des silences d'intérêt... Si la plupart des processus de paix prennent des années ou échouent, comme c'est le cas en Algérie, en Angola, au Congo, en RDC, en Éthiopie, en Érythrée, au Rwanda, en Somalie, au Soudan, au Burundi, au Tchad, à Djibouti, au Sénégal, en Ouganda, aux Comores, au Maroc, quelle en est la raison principale ? La guerre et son corollaire, la recherche de la paix, demeurent les métiers les plus rémunérateurs au monde...

Propos recueillis par Karine Douplitzky